

MANIFESTE DE LA JEUNESSE AFRICAINE DE STREETNET



L'économie informelle est une composante essentielle de nos sociétés. À travers l'Afrique, les jeunes vendeurs de rue et de marché représentent une part importante de la main-d'œuvre. Nous ne sommes pas seulement l'avenir – nous sommes le présent, pourtant nous continuons à faire face au harcèlement, à l'exclusion de la protection sociale, à un accès limité à l'information juridique, à des obstacles financiers, à la multiplicité des taxes, ainsi qu'au manque de formation et d'éducation adéquates. Ces défis menacent notre dignité, nos moyens de subsistance et nos opportunités. À travers ce manifeste, nous exigeons la reconnaissance de nos contributions et des actions concrètes pour soutenir les jeunes travailleurs de l'économie informelle.

Harcèlement physique

Le harcèlement physique est un acte intentionnel et inacceptable qui cause des dommages aux personnes ou aux biens. Il perturbe, viole, affecte l'estime de soi et entraîne des blessures ainsi que des pertes matérielles. Il doit être traité par la simplification des procédures d'enregistrement et d'octroi de licences, ainsi que par la mise à disposition d'espaces de marché sûrs et décents.

Manque de financement et de soutien financier

Le manque de financement exclut les jeunes travailleurs de l'économie informelle de l'accès aux ressources financières. Nous appelons à la création de coopératives de jeunes pour l'autofinancement, à une attention accrue de la part des institutions publiques et financières, ainsi qu'à des mécanismes de financement dédiés exclusivement aux jeunes.

Multiplicité des taxes

La multiplicité des taxes décourage les jeunes de créer des entreprises et entraîne une augmentation des prix. Nous appelons les autorités locales à mettre en place des taxes réduites, des systèmes fiscaux unifiés et numériques et des exonérations afin de permettre aux jeunes travailleurs de se développer.

Accès limité à la formation et aux connaissances

De nombreux jeunes travailleurs manquent de connaissances de base, ce qui peut entraîner l'échec de leurs activités. Nous demandons davantage d'initiatives de formation et de sensibilisation.

Accès à l'information juridique

Les jeunes travailleurs ont un accès limité à l'information juridique et ne connaissent souvent pas leurs droits. Nous appelons à la simplification des textes juridiques, à leur traduction en langues locales et à des formations adaptées. Nous appelons également les syndicats à jouer un rôle plus actif, fort et efficace dans la mobilisation et l'éducation des jeunes travailleurs sur leurs droits.

Social Protection

Les travailleurs de l'économie informelle font face à des défis majeurs en matière de protection sociale : manque d'accès aux soins de santé et aux services de garde d'enfants, information limitée sur les dispositifs d'aide sociale et absence d'assurance maladie. Nous appelons à la mise en place de systèmes de protection sociale flexibles, justes et inclusifs; à l'accès à l'assurance maladie aux pensions et au congé maternité rémunéré; et à un renforcement de la sensibilisation.

Conclusion - Nos revendications

Nous exigeons que nos voix soient entendues, que nos contributions soient reconnues et que nos droits soient garantis.

Nous exigeons une étroite collaboration entre les autorités, la direction syndicale et la jeunesse dans les processus de prise de décision concernant les vendeurs de l'économie informelle.

Nous nous organiserons collectivement pour que les jeunes travailleurs de l'économie informelle participent à l'élaboration des politiques qui affectent nos vies.

Rien pour nous sans nous !